

Barta

LA LUTTE DE CLASSES n° 50-51

03 septembre 1945

---

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! LA LUTTE DE CLASSES Organe de l'Union  
Communiste (IVème Internationale).  
n° 50-51 - Troisième année -

---

#### POUR L'UNITE DE COMBAT

Si nous (socialistes et communistes) ne constituons pas "ensemble et le plus vite possible un seul parti de la classe ouvrière, nous irons à la catastrophe", écrivait *L'Humanité* du 14-8 rendant compte d'un discours de Thorez.

"Si nous ne réalisons pas rapidement l'unité, nous serons bientôt amenés à la faire dans les camps de concentration", a déclaré de son côté un délégué au Congrès Socialiste.

Ainsi, un an après la "libération", présentée aux ouvriers comme la victoire décisive sur le fascisme, et malgré l'existence de deux grands Partis se réclamant de la classe ouvrière, dont l'UN compte un million de membres, les chefs "socialistes" et staliniens admettent aujourd'hui qu'ils sont en faillite, que nous ne nous trouvons pas, comme ils l'affirmaient encore il y a quelques mois devant des "restes" et des "débris" du fascisme, mais qu'un danger aussi mortel qu'auparavant menace la classe ouvrière.

Ces chefs, qui ont berné les ouvriers, ne font pas aujourd'hui un bilan de leur politique. Les chefs du P.C. se contentent d'un alibi, d'un faux prétexte : nous allons à la catastrophe, parce qu'il n'y a pas d'unité entre le P.S. et le P.C.

Cependant, depuis 1941, le P.S. et le P.C. se sont situés exactement sur le même programme politique. Ils ont eu la même politique sous l'occupation, ils ont soutenu d'un commun accord De Gaulle et son gouvernement, ils ont pareillement enseigné aux ouvriers que la "libération" c'était "la victoire décisive sur le fascisme", ils ont été d'accord pour le désarmement des "milices patriotiques", ils sont d'accord que le devoir de la classe ouvrière aujourd'hui c'est de "produire", ils sont d'accord sur le "pouvoir stable" de De Gaulle et participent ensemble à son gouvernement. Si donc toute cette politique a mené la classe ouvrière au seuil de la catastrophe, ce n'est pas à cause d'une soi-disant DIVISION POLITIQUE entre les organisations ouvrières, mais à cause de LA POLITIQUE MEME poursuivie par ces organisations.

La fusion des deux grandes bureaucraties "socialiste" et stalinienne ne redressera pas leur politique.

Le plus grand poids qu'aurait le nouveau parti unifié dans la classe ouvrière n'est pas non plus EN SOI une garantie pour l'avenir. Le P.C. compte actuellement UN MILLION de membres. Le Parti bolchevik en Russie, au moment de la prise du pouvoir, n'en comptait que quelques centaines de mille. Mais, avant-garde éclairée de la classe ouvrière, il mobilisait les travailleurs en leur indiquant

clairement les buts qu'ils pouvaient et devaient atteindre eux-mêmes dans l'unité d'action.

Car, en effet, ce dont la classe ouvrière a besoin, ce n'est pas que Blum, bourgeois ami des bourgeois, l'auteur de la "pause" de 1936 en faveur des 200 familles, le voleur des armes des combattants d'Irun, affirme sur le papier sa fidélité au marxisme, et que Duclos jure de son indépendance vis-à-vis de la bureaucratie stalinienne. La classe ouvrière a besoin de son unité DANS L'ACTION.

Les colonnes de *L'Humanité* sont remplies de phrases générales sur les bienfaits de l'unité et sur sa vertu de barrer la voie à la réaction. Le *Populaire* répond par d'autres phrases sur l'unité "qui se fera". Mais ni dans *L'Humanité* ni dans *Le Populaire* il n'y a un seul mot pour dire aux ouvriers comment combattre réellement le fascisme et la réaction sur un seul des multiples terrains sur lesquels la classe ouvrière se trouve menacée. Malgré leurs cris de désespoir sur la catastrophe qui approche, les chefs "socialistes" et staliens se trouvent incapables de combattre.

Ainsi en Allemagne, avant la catastrophe de 1933, les chefs "socialistes" se trouvaient dans les Ministères et dans les Bureaux, ainsi ils voyaient les progrès de la réaction et les agissements ténébreux de la bourgeoisie, ainsi ils voyaient monter dans le pays le fascisme qui se nourrissait du chauvinisme et de l'inaction de la classe ouvrière. Mais liés par mille liens au régime bourgeois, ayant beaucoup plus peur de l'action révolutionnaire des ouvriers que de toute autre chose, ces chefs tout en parlant de la catastrophe qui venait, continuaient à vanter l'ordre, la légalité et la démocratie "qui nous sauvera". Ils avaient peur de combattre. De la même façon à l'heure actuelle, ni les chefs staliens ni les chefs "socialistes" ne veulent combattre. Ils prétendent vouloir l'unité de la classe ouvrière et en même temps ils en excluent et traquent les ouvriers révolutionnaires, les véridiques communistes. Ils voient le pouvoir de la bourgeoisie se renforcer, ils crient à la catastrophe, mais en même temps ils continuent à fraterniser avec la bourgeoisie (Radicaux et autres) et à vanter la légalité bourgeoise ("une seule justice, une seule police"). Ils avaient espéré que De Gaulle les sauverait. Ils attendent aujourd'hui quelque autre miracle... peut-être l'Assemblée Constituante ! Mais ils ne veulent pas combattre. La lutte ouvrière leur fait peur.

Pour donner à la classe ouvrière un Etat-Major révolutionnaire qui corresponde aux aspirations des masses travailleuses et puisse les mener à la victoire, les éléments conscients de la classe ouvrière doivent rompre avec les partis faillis et rallier le programme et l'organisation de la Quatrième Internationale.

Mais devant la catastrophe qui menace il faut faire front. La tâche la plus urgente pour les ouvriers socialistes et communistes ce n'est donc pas d'assister passifs aux bavardages de leurs dirigeants, mais de les obliger, au lieu des phrases sur l'unité, à faire l'unité dans la lutte pour la défense des revendications économiques et politiques de la classe ouvrière.

Contre le patronat, il faut faire le front unique pour le retour aux contrats collectifs, pour l'échelle mobile des salaires et des heures de travail, pour l'abolition du secret commercial et pour le contrôle ouvrier sur la production.

Il faut que les dirigeants socialistes et communistes rompent leur coalition avec les partis de la bourgeoisie et leur collaboration au gouvernement bonapartiste de Badinguet.

Il faut protéger les organisations, la presse, les syndicats ouvriers en constituant ensemble des détachements de défense, les milices ouvrières. La classe ouvrière ne peut pas s'en remettre pour sa défense à la police, "incontrôlée et de connivence avec la réaction", comme la qualifie Thorez lui-même.

En prenant contact, les ouvriers communistes et socialistes doivent eux-mêmes voir quelles sont les mesures à prendre sur le plan de leur usine, ou de leur quartier, et établir, par la libre discussion, l'action à suivre.

Ce n'est qu'ainsi qu'ouvriers socialistes et communistes pourront, dans l'action, forger L'UNITE DE COMBAT DE TOUS LES OUVRIERS contre leur ennemi commun.

## LA LUTTE DE CLASSES.

---

### LA BATAILLE DE LA PRODUCTION... CONTRE LES OUVRIERS

Devant le marasme de l'économie toutes les voix "autorisées" ne découvrent qu'un seul remède pour en sortir : l'intensification de l'effort de production de la part des ouvriers et des paysans.

Quelle est l'attitude des dirigeants ouvriers dans cette question décisive ?

Depuis un certain temps, le P.C.F. mène une campagne acharnée devant le public ouvrier avec le thème suivant : "le seul devoir des ouvriers, c'est de produire". Le 22 juillet à Waziers, Thorez a reproché aux mineurs leurs "efforts insuffisants", il s'est élevé contre la "crise de moralité", contre la "paresse" et la "tiédeur". Le 14 août, il rappelait à l'intention des ouvriers et des paysans que "tout citoyen oisif est un fripon".

On avait l'habitude d'entendre ces paroles de la part des curés et des contremaîtres, mais non de la part des chefs ouvriers. Mais Thorez les justifie en disant aux ouvriers qu'en travaillant avec acharnement ils gagneront la bataille de la production "contre les trusts", et permettront au pays de vivre et de se relever.

Les trusts, explique, par ailleurs, Thorez, par leurs bénéfices exagérés, leurs plans anti-populaires, l'administration réactionnaire qu'ils contrôlent, et par leur sabotage, empêchent le relèvement de la production.

Comment peut-il donc arriver à cette conclusion inattendue que le travail acharné des ouvriers dans une économie entièrement dominée par les trusts (ce que *L'Humanité* illustre tous les jours), puisse vaincre cet obstacle ?

---

Les marchandises produites par le labeur acharné des ouvriers sont la *propriété* des capitalistes, qui en disposent à leur gré. Thorez pourrait-il citer un seul exemple d'un kilo de marchandises échappant au contrôle des capitalistes français et internationaux ?

*L'économie dépend avant tout de la direction qu'on lui donne.* En régime capitaliste, les ouvriers, quoique producteurs, ne connaissent ni le plan de la production, ni la destination des marchandises, ni les sources de matières premières. Tout dépend du capitaliste possédant qui règle la production en fonction de son *profit personnel*. De ce fait les efforts des différentes branches de production et de chaque capitaliste en particulier ne tiennent aucun compte des *besoins généraux* et ne se règlent pas en fonction de ceux-ci. C'est la concurrence entre capitalistes qui est le "régulateur" de la production qui, de ce fait, aboutit à l'anarchie, à la limitation et même à la destruction directe des richesses.

La rivalité capitaliste aboutit à la suprématie de groupes de capitalistes sur d'autres ; à l'heure actuelle toute l'économie capitaliste est sous la coupe des banquiers de New-York.

L'économie capitaliste française, après s'être "nourrie" jusqu'à maintenant des commandes de guerre, n'a pas, pour démarrer sur de nouvelles bases, *un plan* de production et de reconstruction destiné à relever rapidement le niveau de vie des masses. Le seul facteur qui entre en ligne de compte c'est la *marge des profits*, ce qui fait qu'avant même d'avoir reconstruit l'économie ruinée, les grands monopoles industriels cherchent à se ménager par l'exportation, face aux concurrents, leurs *positions internationales* (colonies, marchés étrangers).

Le même cas se présente par exemple pour l'Angleterre, où la situation économique n'est pas la même qu'en France et où pourtant les chefs "socialistes" font les mêmes appels au travail acharné des ouvriers (malgré l'existence déjà d'un million de chômeurs), parce qu'une concurrence acharnée se prépare entre monopoleurs internationaux.

Mais pour tenir tête à la concurrence internationale, tout en conservant sa marge de profit, le capital français doit compresser au *maximum* le salaire des ouvriers, leur enlevant ainsi leur pouvoir d'achat pour les biens qu'ils produiront.

L'économie capitaliste, après avoir ruiné la société, se débat dans des contradictions inextricables. Est-ce étonnant qu'on ne voie que la pagaïe et la stagnation ?

Même si l'ouvrier courbe entièrement l'échine, l'économie capitaliste ne peut même plus revenir à son niveau d'avant-guerre. Sur le revenu national pèsent, outre les bénéfices capitalistes, les dépenses parasitaires de l'Etat, pour l'armée, pour l'immense bureaucratie de 2 millions de fonctionnaires, pour la police, officielle et secrète, pour les groupements paramilitaires, etc. Mais la population, elle, vit et continuera à vivre misérablement (comme en Allemagne ou en Italie après l'autre guerre).

En fin de compte la "réanimation" de l'industrie ne ferait que déclencher au bout de peu de temps tous les anciens maux que les ouvriers connaissent : la crise dite de "surproduction" (l'impuissance des producteurs d'acheter ce qu'ils ont produit), par suite le chômage, la paupérisation, la ruine des "classes moyennes", et pour finir de nouvelles guerres !

---

Dans leur lutte pour comprimer le niveau de vie des masses, les capitalistes rencontrent forcément la résis-tance de la classe ouvrière, qui se traduit par des grèves, comme au mois de mai dernier.

Vivant au jour le jour et sans aucun souci de l'avenir du prolétariat, "compréhensifs" des nécessités de l'éco-nomie capitaliste, les bureaucrates syndicalistes et politiques de la classe ouvrière lui avaient lancé la formule : "travailler d'abord, revendiquer ensuite", qui n'a cependant rencontré aucun succès auprès des ouvriers. C'est alors que les bureaucrates ouvriers ont cru trouver une formule plus astucieuse : "travailler c'est gagner la bataille de la production contre les trusts".

Mais puisque pour les capitalistes, maîtres de la production, l'ouvrier n'est qu'une marchandise utilisée à leur gré, puisque d'autre part la classe ouvrière étant la classe productrice essentielle (avec les paysans) est la seule qui puisse diriger l'économie, conformément à l'intérêt général de toute la population, le rôle des dirigeants ouvriers, s'ils ne sont pas des traîtres, ce n'est pas d'inciter les ouvriers au travail, mais de les appeler à dresser *avant tout* un barrage contre l'anarchie et l'exploitation capitaliste.

On ne peut pas renverser les capitalistes du jour au lendemain, diront les bureaucrates ouvriers, et en atten-dant il faut que la population vive, donc que les ouvriers travaillent sous la direction des capitalistes. Admettons-le.

Mais ces prétendus chefs se soucient-ils au moins de donner aux masses ouvrières la possibilité de dresser des obstacles à l'anarchie des trusts et à leur toute puissance ? Se soucient-ils de leur indiquer *la voie* vers le renversement des monopoleurs capitalistes ? Pas un mot là-dessus dans tous les discours de Thorez et autres.

"Si la réaction sabote, l'intérêt de la classe ouvrière est de produire", dit Thorez. Mais si les capitalistes sont des saboteurs, et que seul le labeur des ouvriers fait vivre le pays, comment admettre que ceux-ci n'aient pas le droit de savoir où le possédant achemine l'entreprise, pourquoi dans un endroit il réduit la production et chasse les ouvriers, pourquoi dans un autre il allonge la semaine de travail, comment il fixe les prix, etc. ?

Si Thorez combat effectivement les trusts en même temps qu'il demande aux ouvriers de nouveaux sacrifices, des semaines de travail de 50 et de 54 heures, pourquoi n'exige-t-il pas au nom de la classe ouvrière le droit au contrôle ouvrier de la production, pourquoi ne l'organise-t-il pas pratiquement dans chaque usine ?

Comment vaincre le sabotage ? *Par le travail* ou par le contrôle ouvrier ? Sans le contrôle sur les capitalistes, si les ouvriers travaillent 10 heures au lieu de 8, cela n'empêchera pas que leur travail soit saboté, ou que le patron ferme l'usine si son intérêt le lui dicte.

Le *contrôle ouvrier* de la production, voilà un premier obstacle réel au pillage capitaliste, au "désordre et à la gabegie" que dénonce *L'Humanité* !

Commencer par abolir le "secret commercial", par contrôler la répartition de la main-d'oeuvre et le plan de production dans chaque entreprise (pourquoi on produit tel type plutôt que tel autre, etc.), pour aboutir à l'élaboration d'un plan économique national, en tenant compte des intérêts des travailleurs et non des exploiters, est-ce là une tâche insurmontable pour la classe ouvrière qui a derrière elle tant d'années de lutte ?

Démasquer les manipulations financières des banques, qui pèsent sur toute la population, déterminer la part que prélèvent les capitalistes sur le revenu national, révéler le gaspillage effroyable de travail humain, conséquence de l'anarchie capitaliste, et qui en imposant aux ouvriers des conditions de travail misérables voue à la dégénérescence l'élément principal de la production, à savoir *la classe ouvrière elle-même*, ces tâches n'incombent-elles pas aux Comités d'usine élus par tous les ouvriers, qui peuvent faire appel, en tant que conseillers, aux spécialistes honnêtes et dévoués au peuple (comptables, statisticiens, ingénieurs, savants, etc.) ?

En ne soulevant devant les ouvriers aucun de ces problèmes, les bureaucrates ouvriers prouvent leur abandon. Ils oublient de dire qu'en régime capitaliste les longues heures de travail signifient pour les ouvriers se mettre à la merci des capitalistes, abandonner toute possibilité de participation à la vie politique, de s'organiser, de s'instruire en vue de leur émancipation.

Mais c'est aux ouvriers eux-mêmes, en se défendant pied à pied et quotidiennement contre les attaques pa-tronales, en maintenant leurs revendications, en renouvelant les responsables syndicaux d'usine et en les obligeant à élargir leurs fonctions et leur action, de ne pas se laisser écraser.

"Le régime actuel – disait Lénine – même si les choses y suivent le cours le plus pacifique, impose inévitablement et toujours à la classe ouvrière d'innombrables sacrifices. Des milliers et des dizaines de milliers d'hommes dont toute la vie est employée à créer des richesses pour les autres, périssent de faim et de privations perpétuelles, meurent prématurément de maladies causées par des conditions impossibles de travail, par des logements misérables et par le manque de repos. Et cent fois mérite le nom de héros celui qui aime mieux mourir dans la lutte déclarée avec les défenseurs et

les gardiens de ce régime ignoble, que s'éteindre de la mort lente d'une rosse abrutie, épuisée et servile."

---

## POURQUOI LE JAPON A-T-IL CAPITULE ?

Chargés de crimes, ayant pendant des années versé le sang des peuples pour des buts de pillage, les capitalistes en guerre ont décidé de finir le conflit en Extrême-Orient par "un coup de théâtre".

Les journaux annoncèrent au monde entier qu'une nouvelle invention, la bombe atomique, avait donné le moyen aux Etats-Unis de réduire en poussière le Japon, si celui-ci ne cédait pas. Et comme effectivement le Japon déposait les armes quelques jours après le lancement d'une de ces bombes, on prétendait que désormais les Etats-Unis possédaient une telle puissance qu'au-delà de la capitulation japonaise, il fallait entre-voir la paix définitive : personne n'oserait plus se battre avec de tels moyens..., ou alors ce serait la destruction complète du monde.

Cet argument n'est pas nouveau, et cependant, en 1939, il n'a pas empêché les capitalistes de pousser avec succès l'humanité dans la voie de la destruction totale.

Mais, quant à la fin du conflit avec le Japon, laissons dire les journalistes à gage et voyons les aveux des personnages officiels.

Le secrétaire d'Etat américain Byrnes, dans une déclaration *officielle*, a révélé qu'il y a eu deux offres de paix japonaises à Potsdam, transmises par l'intermédiaire de Staline : "la première offre était de caractère extrêmement général et une réponse négative fut envoyée par Moscou. La seconde offre japonaise proposait d'envoyer une délégation présidée par le prince Konoye. *C'est à ce moment que la déclaration de Potsdam sur le Japon fut publiée* (c'est-à-dire que la proposition japonaise fut acceptée, N.d.l.R.). La déclaration de M. Byrnes a pour but de réfuter les allégations japonaises selon lesquelles la fin de la guerre était le résultat de la bombe atomique". (*Le Monde*, 31-8-45).

Puisque telle est la vérité, quel fut le rôle des bombes atomiques, et celui de l'intervention soviétique ? Cette dernière est facile à comprendre : c'était le moyen pratique pour l'U.R.S.S. d'occuper les points stratégiques qui lui furent "donnés" par la conférence de Potsdam. Mais la bombe atomique ? Après avoir engagé le peuple dans une aventure où il eut à supporter toutes les conséquences des appétits de conquêtes des capitalistes, les dirigeants japonais devaient trouver une raison "imprévisible" à leur défaite, pour sauver leur domination de classe. Ce souci, dicté par la situation particulièrement chancelante de tout l'édifice social japonais, était partagé dans une égale mesure par les capitalistes alliés. C'est pour cette raison que les dirigeants américains avaient déclaré vouloir conclure la paix avec l'Empereur, représentant du système capitaliste féodal japonais, de peur que le moindre changement n'amène le renversement *complet* du système capitaliste au Japon, et de là dans le monde entier. Ce fut la bombe atomique, "intervention divine", qui servit d'excuse aux dirigeants japonais vis-à-vis de leur peuple.

Ce qui par ailleurs nous amène à la même conclusion, c'est la question suivante : pourquoi possédant contre le Japon des moyens de lutte infiniment plus puissants que contre l'Allemagne, les dirigeants alliés se sont-ils efforcés de sauver tout le vieil édifice japonais et accepté une paix de compromis ?

M. Byrnes n'a pas pu souffrir que le service rendu aux capitalistes japonais soit transformé par eux en un moyen de revanche future. Il a dévoilé la vérité, sans se soucier des mensonges antérieurs ; il méprise trop le peuple pour croire que les travailleurs se mettront à réfléchir sur les enseignements

de la savante "comédie" qui vient de se dérouler.

La guerre en Extrême-Orient qui avait pour but officiel d'en finir avec le fascisme et l'impérialisme japonais, de punir les criminels de guerre se termine par un complot et une mise en scène des dirigeants américains et japonais contre leurs peuples. Représentants du vieux Japon, l'Empereur, les Sijmemitsu, déclarés criminels de guerre et actuellement ministres, se trouvent dorénavant, en tant que "garants" de l'armistice, sous la protection de Mac Arthur, général américain. Si le peuple japonais osait quand même demander des comptes à ses dirigeants, c'est *l'alliance sans conditions des capitalistes japonais et américains qu'il devrait affronter*.

Mais ce ne sont pas les "coups de théâtre" qui sauveront le capitalisme mondial. Tôt ou tard la vérité se fait jour : les contradictions entre les impérialismes poussent les dirigeants à avouer le lendemain ce qu'ils niaient la veille. Les mensonges répétés des classes dominantes qui veulent continuer indéfiniment leurs rapines dans le sang des peuples, éveilleront définitivement la conscience de classe du prolétariat. L'humanité veut vivre. La classe ouvrière ne perdra plus un instant de vue ses intérêts historiques de classe révolutionnaire et, dans les crises militaires et économiques, ne se laissera plus détourner de son but, qui est de renverser la classe capitaliste qui mène l'humanité à sa mort.

---

## BILAN D'UNE PACIFICATION

41 villages rasés, plus de 10.000 otages exécutés sommairement, 92 condamnations à mort à Constantine, des milliers d'arrestations dans toute l'Algérie, plusieurs milliers d'années de travaux forcés distribuées par des tribunaux militaires : voilà le bilan provisoire de la répression.

Ces massacres, bien dans la tradition du colonel Pelissier, "héros" de la conquête, qui enfuma dans des grottes 8.000 indigènes, femmes et enfants compris, ont leur répercussion en France même.

Depuis le mois d'août, les arrestations se succèdent parmi les Nord-Africains. A Paris, c'est Imache Amar, fondateur de L'Etoile Nord-Africaine, ancien gérant de El Ouma, retour de déportation à laquelle Vichy l'avait livré en tant que communiste – ce sont Maïza, Aït Kaci, secrétaires du P.P.A., le docteur Lacheref qui donnait des conférences médicales – 50 arrestations à Marseille, 25 à Saint-Etienne, 5 à Caen, 8 à Lyon, d'autres à Bordeaux, Lille, etc...

Et comme on ne peut arrêter tout le monde, on reparle de parquer les Nord-Africains de France dans des camps de concentration.

Voilà la réponse de la bourgeoisie à qui exige du pain et la liberté !

Dans leur lutte contre les impérialismes, les travailleurs coloniaux doivent pouvoir compter sur l'appui total des travailleurs français. Ouvrez les prisons ! Libérez Messali Hadj, Ferhat Abbas, Bachir ben Ibrahim et leurs camarades !

---

## A BAS LE REFERENDUM PLEBISCITAIRE !

Les chefs "communistes" capitulent encore et toujours.

Aussitôt que De Gaulle eut fait connaître son premier projet sur les élections, les journaux et les mouvements hostiles à ses plans (bien que leurs motifs soient pas les mêmes) ont pu dénoncer avec

preuves à l'appui le caractère archi-réactionnaire (bonapartiste) du référendum plébiscitaire conçu par lui.

L'Humanité en particulier a mené une "violente" campagne contre les projets de De Gaulle, en exaltant sur tous les tons "la souveraineté intégrale du peuple" et en lançant des appels à l'union pour la défense de la démocratie... jusqu'aux Daladier et Herriot, dont les travailleurs connaissent bien le dévouement à la cause de la liberté

Mais toute cette campagne journalistique a été vaine. Car les dispositions définitivement adoptées par le gouvernement consacrent le plébiscite à caractère bonapartiste. "Jamais, depuis Badinguet, on n'avait tenté de recourir au référendum d'allure plébiscitaire", se lamente Cachin dans L'Humanité. La volonté de De Gaulle a prévalu sur celle des "communistes" et des "socialistes" des salles de rédaction, qui, tout en prétendant représenter "la volonté du peuple", se sont néanmoins inclinés devant le chantage de l'homme des 200 familles. En effet, -comment les choses se sont-elles passées ?

Le premier projet de De Gaulle, encore plus cynique que la loi actuelle (il n'était même pas question d'assemblée "souveraine") a été voté à l'unanimité du Conseil des Ministres, les communistes y compris ; car De Gaulle avait menacé de se retirer si son projet n'était pas adopté. Et les chefs staliniens, qui soi-disant font tout "par le peuple et pour le peuple", au lieu de tenir ce raisonnement : "si De Gaulle refuse de reconnaître qu'une assemblée élue par tout le peuple est au-dessus de lui, représentant des 200 familles, s'il se refuse de reconnaître que les pouvoirs d'une assemblée constituante sont illimités de plein droit, si non seulement il est personnellement contre ce droit (ce qui suffit à le désigner comme ennemi du peuple) mais encore il organise des plébiscites, c'est qu'il conspire contre le peuple et nous devons le combattre à mort" --au lieu de tenir ce langage, les chefs staliniens ont approuvé au contraire le vote de leurs ministres, parce que, dit Thorez, une crise gouvernementale (le départ du conspirateur bonapartiste) serait "une aggravation de la situation déjà difficile du pays !!!"

Après cela, ils demandèrent à l'Assemblée avorton, à la Consultative pour rire, de "condamner" les projets de De Gaulle ! Celle-ci (de même que les "Etats Généraux", etc.) vota dans ce sens. Mais sûr d'avance que ses ministres-souverains, eux, ne lui feraient pas défaut, en quoi l'opinion de cette assemblée nommée par lui-même aurait-elle gêné De Gaulle ?

Il ne revint, en effet, pas sur ses projets plébiscitaires. S'il modifia par la suite les "questions" posées à l'électeur en acceptant le deuxième projet du référendum établi par le "socialiste" Vincent Auriol, c'est seulement pour permettre aux chefs du P.S. de trahir directement en votant oui-oui (l'irresponsabilité du gouvernement), et de se transformer officiellement en parti bonapartiste.

Pourquoi les ministres "communistes", qui votèrent pour le premier référendum, encore plus cynique, votèrent-ils contre le deuxième ? Parce que ce vote n'était que platonique, n'entraînant pas la démission de Billoux et de Tillon. L'on se donne ainsi pour des "meilleurs" démocrates qu'un Tixier ou un Auriol

C'est seulement sur le terrain du système électoral (représentation proportionnelle) où se décide le nombre de leurs députés, que les staliniens, socialistes et radicaux font preuve d'une certaine "énergie" et essayent de faire fléchir De Gaulle.

Que se serait-il pourtant passé si De Gaulle s'était retiré à la suite de l'opposition des ministres "socialistes" et "communistes" ? Nos démocrates qui représentent "la volonté du peuple", qui enseignent que le peuple peut tout, seraient-ils incapables de gouverner, restés seuls au pouvoir ?



Mais alors qu'ils disent ouvertement qu'ils ne sont bons à rien.

Ou alors, devant la démission des ministres communistes (les ministres socialistes restant au gouvernement), De Gaulle aurait complété son ministère. Où serait le désavantage ? La situation aurait été nette, la responsabilité des actes réactionnaires du gouvernement ne serait plus endossée par les "communistes", les fascistes pourraient moins recruter sous le prétexte que le désarroi actuel vient de la présence "communiste" aux affaires, etc. Le P.C. aurait toute liberté pour dresser le barrage des masses ouvrières devant la bourgeoisie, pour obliger les socialistes à démissionner sous peine de perdre tout appui dans le peuple et de lutter ensemble pour un gouvernement appuyé non pas sur les "ministères" (les Bureaux) réactionnaires, mais sur les Comités d'Ouvriers, de Paysans et de Soldats, qui seuls peuvent représenter la volonté non truquée des masses.

Mais les chefs staliniens, capitulent toujours dans les actes, et dans la pratique ne se distinguent plus en rien de leurs frères aînés les Blum, les chefs S.F.I.O.

Le "secret" de la capitulation stalinienne.

Pourquoi les social-chauvins staliniens, qui ont abandonné la lutte pour la révolution socialiste sous prétexte de mieux défendre la démocratie, craignent ils de mener une lutte effective pour l'élection démocratique d'une Assemblée Constituante (sans référendum plébiscitaire préalable) ?

C'est De Gaulle qui a soulevé le lièvre. En justifiant son opposition à une Assemblée "souveraine", il a évoqué que celles-ci ont toujours eu un caractère "dictatorial".

Là-dessus, cris d'indignation à L'Humanité. Le partisan d'un pouvoir gouvernemental irresponsable devant une Assemblée élue par le peuple, peut-il accuser celle-ci d'incarner la dictature si elle devenait souveraine ?

Mais l'indignation des staliniens n'est que feinte et hypocrisie. Ils savent parfaitement bien que pour assurer la défense des libertés des travailleurs, paysans, petits producteurs contre la classe capitaliste qui dispose à son gré de l'Etat (police, corps d'officiers, administration) et de bandes fascistes armées, pour vaincre le sabotage économique par lequel celle-ci a réduit le peuple à sa merci, et pour empêcher la spéculation et la corruption bourgeoises d'étouffer les masses, les votes d'une Assemblée quelle qu'elle soit ne valent rien. Il faut aux masses écraser par la force les bandes fascistes et briser l'appareil étatique de la bourgeoisie, il leur faut mettre en prison les requins capitalistes et pendre quelques gros trafiquants pour l'exemple, en un mot il faut qu'elles exercent leur dictature à l'égard de la bourgeoisie.

Ils savent parfaitement bien qu'il n'y a pas de milieu entre la liberté des travailleurs et des petites gens et celle de la bourgeoisie et de ses serviteurs. Si la bourgeoisie est "libre", sa liberté réduit en esclavage et affame les travailleurs. Ceux-ci n'assurent leur liberté politique et économique qu'en écrasant leurs oppresseurs.

Ils savent donc très bien que c'est à la seule condition que la petite minorité de "citoyens" capitalistes et leurs soutiens subisse la dictature de l'écrasante majorité des masses travailleuses organisées et armées dans leurs Comités qu'une Assemblée élue pourrait élaborer une Constitution qui signifierait une réforme totale du système qui a permis à la bourgeoisie de ruiner la nation.

Pour peu qu'une Assemblée quelle qu'elle soit veuille assurer la liberté du peuple dans une France ruinée et opprimée par les capitalistes, cette volonté doit automatiquement s'exprimer à l'égard de la bourgeoisie comme une dictature ouvrière.

C'est pourquoi, pour défendre réellement les libertés des travailleurs, les chefs staliniens devraient se préparer et préparer les masses au renversement de la bourgeoisie ; car, comme l'a montré l'exemple de juin 1936, les ouvriers ne peuvent maintenir leurs conquêtes partielles s'ils s'arrêtent en chemin.

C'est parce qu'ils sont incapables de s'appuyer sur l'énergie et l'action directe des masses, c'est parce qu'ils ne veulent pas organiser et armer les ouvriers contre la bourgeoisie et les bandes fascistes, c'est parce qu'ils ne veulent pas organiser le contrôle ouvrier sur la production, en un mot parce qu'ils ont renoncé à la révolution socialiste, que les chefs staliniens sont incapables de lutter réellement pour les libertés des ouvriers et des paysans. Voilà le "secret" de leurs capitulations renouvelées.

Qui plébiscite De Gaulle ?

Sur le papier, les chefs staliniens s'indignent contre le plébiscite, contre les élections dans la nuit et la confusion.

Mais quels sont les responsables de cette situation ? Il était naturel, inévitable, que De Gaulle utilise dans cette circonstance toutes les astuces, toutes les tromperies, toutes les falsifications, par lesquelles la bourgeoisie sait égarer les masses.

C'eût été naturel, de la part de chefs prolétariens qui auraient mérité ce nom, d'éclairer les masses sur le véritable enjeu de la lutte.

En accusant de dictature une Assemblée "souveraine", De Gaulle, porte-parole des 200 familles, veut semer la confusion parmi les millions de petites et moyennes gens qui hésitent, qui craignent la dictature totalitaire de la bourgeoisie, mais que d'anciens préjugés bourgeois font redouter les "excès" de la dictature ouvrière. De Gaulle veut faire croire que lui-même, parce qu'il fait des phrases "républicaines", représente un régime de compromis d'où toute dictature serait exclue et dans lequel la chèvre ménagerait le chou...

De leur côté, les chefs staliniens, loin d'expliquer aux masses que la condition première de la liberté des dizaines de millions d'exploités est leur dictature vis-à-vis de la minorité d'exploiteurs, sont au contraire les premiers à faciliter la manœuvre de De Gaulle et son plébiscite.

Thorez dit (Humanité, 28-8) : "...le caractère plébiscitaire (du référendum) est évident dès l'instant où le chef du gouvernement a pris position". Mais si la prise de position de De Gaulle contre "l'Assemblée souveraine" n'apparaît pas aux masses travailleuses clairement comme un geste dicté par les 200 familles, la faute en est d'abord aux chefs staliniens, qui ont les premiers plébiscité De Gaulle en le déclarant indispensable pour ne pas "provoquer une aggravation de la situation déjà difficile du pays". Et si cet argument, par lequel les staliniens ont expliqué la capitulation de leurs ministres devant De Gaulle est vrai, ne doit-il pas inciter des millions et des millions de gens fatigués de tant d'années de souffrances, à capituler eux aussi et à voter dans le sens indiqué par De Gaulle pour ne pas provoquer par son départ "une aggravation de la situation déjà difficile du pays" ?

La preuve que les chefs staliniens ont trahi "l'Assemblée souveraine" n'est pas seulement dans leur attitude devant De Gaulle, mais aussi dans la confusion qu'ils sèment au sujet de la position des Partis.

C'est ainsi que L'Humanité explique qu'à la suite de l'attitude prise au sujet du référendum, le Parti Radical, instrument principal de répression contre la classe ouvrière et en premier lieu contre le P.C.

de 1938 à 1940 (y compris la peine de mort décrétée par Daladier), est un parti... républicain, tandis que le P.S. est un parti... réactionnaire.

Cependant, si la question était posée : Assemblée constituante souveraine opposée à toutes les autres formes de parlementarisme bourgeois contre le peuple, on verrait le Parti radical instrument des 200 familles, se ranger du côté de De Gaulle.

Mais en réalité, les chefs staliniens eux-mêmes disent que ce qui est important c'est la réponse à la deuxième question qui décide de la responsabilité ou de la non-responsabilité de De Gaulle, et pour la première question, qui laisse la voie ouverte à d'autres formes de tromperie bourgeoise parlementaire contre le peuple, ils proclament leur indifférence.

C'est ainsi que les déclarations du P.C. au sujet de la volonté intégrale du peuple représentée uniquement par l'Assemblée souveraine, ont fait place après quelques semaines de querelles et de négociations, à une cuisine électorale qui désoriente les masses et les rejette dans l'apathie.

A bas le référendum plébiscitaire !

Depuis le 6 février 1934, par la pression des bandes armées fascistes, de la police, des organisations paramilitaires de toutes sortes et de tous les groupes réactionnaires, sur la classe ouvrière, la bourgeoisie a réussi à élever son pouvoir gouvernemental au-dessus du Parlement qui, effrayé des conflits sociaux et des revendications ouvrières, délégua à l'Exécutif les pleins pouvoirs pour agir à sa guise. L'indépendance du gouvernement vis-à-vis du Parlement a son origine dans l'exaspération de la lutte entre la classe ouvrière et la bourgeoisie et non pas dans l'abandon de tel ou tel chef. La preuve en est que le système des décrets-lois inauguré par Doumergue en 1934 a été utilisé depuis par tous les gouvernements sans exception (y compris le gouvernement de Front populaire de Léon Blum). Daladier et Reynaud en 1938-40 et Pétain à la suite, ne firent que pousser ce système jusqu'au bout.

De Gaulle ne fait que continuer ce régime, dont la bourgeoisie ne peut plus se passer. Mais comme aucun rite électoral, aucune consécration juridique n'ont sanctionné son pouvoir (ce qui n'a même pas été le cas de Pétain, son pouvoir ayant été sanctionné par le Parlement), De Gaulle a cherché un moyen pour remplir cette lacune. C'est de là qu'est né le référendum au sujet d'une "Constituante".

Car, si la nouvelle Assemblée devait exprimer la volonté démocratique de la nation et non pas sanctionner le pouvoir discrétionnaire que De Gaulle s'est arrogé il y a un an, on procéderait directement à l'élection de celle-ci, suivant un mode électoral qui falsifie le moins l'opinion du pays à un moment donné (représentation proportionnelle intégrale, droit de vote pour les soldats, les jeunes à partir de 18 ans, etc.). En effet, peut-on décider "démocratiquement", même par un référendum "honnête" (non plébiscitaire), qu'une Assemblée élue par tout le peuple ne sera pas démocratique, c'est-à-dire manquera du pouvoir souverain pour accomplir le programme sur lequel elle a été élue par les électeurs ?

Mais le référendum plébiscitaire n'est en réalité pour De Gaulle qu'une occasion de pêcher en eau trouble. Il s'est déjà assuré de la majorité des Partis. Et, même ceux qui le "combattent", principalement le Parti stalinien, n'ont eux-mêmes rien de mieux à proposer, quel que soit le résultat du référendum, que "la stabilité du pouvoir gouvernemental", par conséquent de De Gaulle, proclamé "indispensable". Pour eux-mêmes il s'agit en somme de savoir suivant quel rite juridique De Gaulle s'appropriera le pouvoir, et non d'une lutte pour le renversement du pouvoir bourgeois et l'instauration d'un pouvoir ouvrier (du peuple). Or, c'est le pouvoir qui décide du reste (nationalisation, libertés politiques, etc.).

Dans ces conditions, les masses populaires n'ont aucun intérêt à accepter un référendum uniquement destiné à sanctionner de quelle façon, selon quel rite, on les opprimerait après les prochaines élections.

C'est pourquoi les travailleurs doivent rejeter le référendum, et signifier à la bourgeoisie par un vote blanc qu'elle n'accepte pas son escroquerie.

Ils ne doivent participer aux prochaines luttes électorales que pour opposer, par un vote massif sur les candidats qui se réclament de la classe ouvrière, leur volonté prolétarienne à la volonté de la bourgeoisie (représentée par tous ses candidats, même ceux qui baptisés de "démocrates" sont soutenus par des Partis se réclamant de la classe ouvrière).

Mais tout en participant à ces élections et en votant pour les candidats ouvriers, à l'exclusion de tout candidat bourgeois, les masses ouvrières ne doivent pas s'imaginer que leur devoir s'arrête là, et que leurs intérêts seront sauvegardés par une coalition parlementaire.

Puisque la bourgeoisie a entièrement émancipé son gouvernement du Parlement par la pression de son pouvoir étatique et de ses bandes mercenaires, le peuple ne peut pas conquérir le contrôle du pouvoir gouvernemental par un vote. Le peuple doit être suffisamment fort pour écraser les bandes fascistes et désarmer l'Etat bourgeois.

L'Histoire (à travers la Commune de Paris, la Révolution russe, les grands mouvements ouvriers après 1918) a montré déjà au prolétariat le moyen d'acquiescer cette force. C'est l'élection dans les usines et les quartiers, par toutes les masses travailleuses résolues à en finir avec l'ancienne oppression, de Comités d'action, responsables devant ceux qui les ont élus et révocables à tout instant par eux. Dans ces Assemblées ouvrières peuvent et doivent s'exprimer toutes les opinions ouvrières et c'est les travailleurs eux-mêmes qui choisissent démocratiquement, et mandatent ensuite leurs Comités d'action. Ces Comités, en tant qu'émanation de la volonté de tous les travailleurs, disposent du pouvoir souverain pour agir dans tous les domaines de l'organisation politique, économique, militaire, en faveur des masses. Ces Comités élisent à leur tour un Comité Exécutif Central sur le plan de la localité, du département, de la région, du pays entier. C'est ainsi seulement que peut naître un pouvoir nouveau à la fois centralisé et pleinement démocratique, appuyé sur la lutte directe et sur l'immense force des masses travailleuses.

---

## LENINE SUR LE PARLEMENTARISME

Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles tendent à résoudre les problèmes qui se présentent devant elles. Mais les solutions se décident non par le vote, mais par toutes les formes de la lutte de classes, jusque et y compris la guerre civile.

Les socialistes et les sociaux-démocrates se placent au point de vue de la petite bourgeoisie démocrate, partagent ses préjugés et pensent avec elle qu'il est possible de trancher par le vote les questions essentielles de la lutte de classes.

La participation aux luttes parlementaires en régime bourgeois est indispensable aux partis du prolétariat révolutionnaire dans un but de propagande parmi les masses, que les périodes électorales et les débats parlementaires permettent d'atteindre. Mais limiter la lutte des classes à l'action parlementaire, ou considérer cette dernière comme étant la forme supérieure de la lutte, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées, c'est se ranger en fait du côté de la bourgeoisie, contre le

prolétariat.

Ce passage du côté de la bourgeoisie est en réalité le fait de tous les représentants de la social-démocratie quand, reconnaissant en paroles la dictature du prolétariat, ils propagent en fait la croyance en la nécessité d'obtenir en régime capitaliste l'acquiescement formel de la majorité de la population (c'est-à-dire la majorité des voix dans un parlement bourgeois) avant de transmettre le pouvoir politique au prolétariat.

Toutes les jérémiades... (des sociaux-démocrates) contre la "dictature de la minorité", etc., ne signifient que leur incompréhension de la dictature bourgeoise, régnant en fait dans les républiques les plus démocratiques, et des conditions nécessaires de sa destruction par la lutte des classes du prolétariat.

Cette incompréhension se manifeste surtout par l'oubli du fait que les partis bourgeois règnent, dans la plus large mesure, en trompant les masses, grâce à l'oppression capitaliste. Les masses en outre se dupent elles-mêmes quant au capitalisme, – fait surtout remarquable chez les partis petits-bourgeois souhaitant habituellement remplacer la lutte des classes par des formes plus ou moins voilées de la paix des classes.

"Le parti du prolétariat ne peut s'emparer du pouvoir que si, en régime de propriété privée, c'est-à-dire d'oppression capitaliste, la majorité de la population se prononce en sa faveur", – ainsi s'expriment les démocrates petits bourgeois, larbins véritables de la bourgeoisie, mais qui s'intitulent encore "socialistes".

"Que le prolétariat révolutionnaire renverse d'abord la bourgeoisie, se libère du joug du capital, détruit le mécanisme gouvernemental de la bourgeoisie et il saura s'attirer le concours et la sympathie des masses laborieuses non prolétariennes, en satisfaisant leurs besoins au détriment des exploiters" – ainsi nous exprimons-nous.

Dans tout pays capitaliste les forces du prolétariat sont incomparablement plus grandes que sa puissance numérique par rapport à l'ensemble de la population. Le prolétariat domine économiquement le centre et les nerfs du système capitaliste tout entier. Et il représente, en même temps, économiquement et politiquement les intérêts véritables de l'immense majorité des travailleurs.

(Dans "Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat").

---

## QUI SONT-ILS ?

Les staliniens luttent contre nous, trotskistes, adversaires acharnés de De Gaulle représentant des 200 familles, obligés de continuer les méthodes de clandestinité, par l'insinuation suivante : pourquoi sont-ils anonymes, "qui sont-ils" ?

Nous nous contentons de reproduire, extraite de L'Humanité du 28-7-45, l'information suivante : Zachariadis, dirigeant du P.C. grec, arrêté pour avoir publié une lettre révélant un complot monarchiste et sommé d'en indiquer l'auteur s'y est refusé en déclarant : "ce qui importe ce n'est pas de savoir qui l'a écrite, mais qu'elle contient la vérité."

---

## LES FAUX ET LES VRAIS ANTIFASCISTES

"Les nouvelles selon lesquelles des nazis auraient été maintenus dans des positions très importantes sont exactes. L'excuse : "Ces hommes sont irremplaçables", a eu pour effet de provoquer les protestations massives des ouvriers allemands qui n'ont pas été contaminés par la propagande hitlérienne." Le Monde, 29-8-1945.